

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service risques et installation classées
de Paris et des Hauts-de-seine
167-177 avenue joliot curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 03/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE TELEVISION

7, ESPLANADE HENRI DE FRANCE
75015 Paris

Références : 5107
Code AIOT : 0007404161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 septembre 2024 dans l'établissement FRANCE TELEVISION implanté 7, ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 Paris. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été programmée suite à la réception des résultats non-conformes du contrôle inopiné des eaux circulant dans les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE TELEVISION
- 7, ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 Paris
- Code AIOT : 0007404161
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de FRANCE TELEVISION a été initialement autorisé en 1996.

Il abrite 3 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 8 tours aéroréfrigérantes (TAR), en terrasse au 8^e étage d'une puissance thermique totale 8 100 kWth (2 circuits) dont les TARs 1,2,3 et 4 ont un fonctionnement saisonnier et les TARs 5, 6, 7 et 8 ont un fonctionnement annuel.
Ces TAR sont classées sous la rubrique 2921-1-a de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'enregistrement, et sont réglementées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 14/12/13.
- 3 groupes électrogènes de secours (GES), au sous-sol au niveau -4, de puissance totale de 11MW alimentés par un dépôt aérien de FOD d'une capacité de 50m³ soit 40 tonnes (2 cuves SE de 25m³ en soute). Ces GES sont classées sous la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 03/08/18 ;
- 6 groupes froids (GF), 5 au sous-sol au niveau - 2 et 1 en terrasse, de marque TRANE d'une puissance électrique totale de 1960 kW contenant respectivement 1728kg de fluide réfrigérant (R 134a) et 42,6 kg de fluide réfrigérant (R 410a). Le site abrite donc un total de 1770,6 kg de fluide frigorigène. Ces GF sont classées sous la rubrique 1185-2-a de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 04/08/14.

Les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 n'ont été réceptionnées par l'exploitant à la suite des travaux réalisés de septembre 2023 au 16 mai 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Plan d'entretien – Présence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 26.I.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	Mise en demeure, respect de prescription	Dès la remise en service
3	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Actions pour nouvelles installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I.2 b	Mise en demeure, respect de prescription	Dès la remise en service
5	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 30/09/2024, article R512-69	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Conformité des installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Plan des installations	Arrêté Ministériel du 13/12/2013, article 12 alinea II-b)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8, nouvellement installées sur le toit du 8^e étage des locaux de France télévisions, n'ont pas été réceptionnées par l'exploitant. Les travaux sur les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 (remplacement de 2 tours aéroréfrigérantes par 4 tours aéroréfrigérantes d'une puissance totale identiques) ont commencé le 20 septembre 2023.

Ces dernières ont été mises en service le 24 juin 2024, malgré :

- la connaissance de défaillances dans l'installation des équipements (non réception des équipements avec le maître d'œuvre) ;
- l'absence de réalisation de l'analyse méthodique des risques ;
- le suivi partiel du plan d'entretien défini à travers la stratégie de traitement (notamment sur l'entretien du filtre à sable) ;
- la non-réalisation des analyses hebdomadaires dans les eaux du circuit pour démontrer l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila*.

Ce fonctionnement dégradé des équipements a conduit à la prolifération de légionelles dans les eaux du circuit (dépassement du seuil de risques sanitaires : 100 000 UFC/L), exposant alors les riverains à une contamination par les légionelles pouvant provoquer une maladie appelée légionellose.

Les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 sont à l'arrêt depuis le 16 septembre 2024, jours au un contrôle inopinée mandaté par la DRIEAT a relevé une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/l (580 000 UFC/l)

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 14/12/13 et visant à

assurer une remise en service prévenant le risque de prolifération de légionelles.

Par ailleurs, un arrêté de mesure d'urgence (arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1333 du 27 septembre 2024) a été notifié à l'exploitant afin d'empêcher toute remise en service de l'installation sans avoir présenté à l'inspection les garanties nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué aux inspecteurs qu'il était toujours en attente de la transmission de l'analyse méthodique des risques (AMR) alors que la société APAVE avait fait un audit du site le 21 mai 2024. Ce document bien que daté du 8 août 2024 a été transmis à l'inspection le 1 ^{er} octobre 2024, 2 jours ouvrés après sa transmission par l'APAVE à l'exploitant. Cette AMR n'est pas recevable puisque le filtre à sable présent pour traiter l'eau du circuit ainsi que le réchauffage de la tuyauterie ne sont pas identifiés comme sources possibles de prolifération de légionelles La stratégie de traitement présenté dans l'AMR n'est pas complète puisque ni le filtre à sable ni l'aimant participant à la stratégie de traitement ne sont évoqués. L'AMR doit donc être refaite. L'exploitant a donc exploité les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 sans pouvoir s'appuyer sur des informations portées dans une AMR. L'exploitant n'a donc pas respecté les dispositions de l'article 26 I. 1. imposant la réalisation d'une AMR pour tout changement de ses installations afin de s'assurer que tous les facteurs de risques soient pris en compte. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de mettre en demeure l'exploitant de réaliser une nouvelle analyse méthodique des risques par un autre bureau d'étude spécialiste du risque légionellose afin d'identifier l'ensemble des sources potentielles de prolifération de légionellose

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan d'entretien – Présence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 26.I.1 et 26.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1 Sur la base de l'AMR sont définis : [...]</p> <p>- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...]</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. [...]</p> <p>2) Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa stratégie de traitement prévue pour l'exploitation des tours aéroréfrigérantes n°5 à 8.</p> <p>.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette stratégie n'a été que partiellement suivie puisque le filtre à sable n'est pas fonctionnel (pompe de surpression HS).</p> <p>En outre, les dispositions hebdomadaires prévues dans le plan d'entretien pour le filtre à sable n'ont pas été respectées puisque l'exploitant ne souhaitait pas intervenir sur cet équipement en</p>

raison de la non-réception des travaux effectués.

L'exploitant n'a donc pas respecté les dispositions de l'article 26.II.1b en ne mettant pas en œuvre son plan d'entretien (incluant sa stratégie de traitement).

Avant les travaux initiés en 2023 aucun biocide n'était utilisé pour traiter l'eau du circuit des tours réfrigérantes. Aujourd'hui, l'exploitant utilise un biocide non oxydant (acide peracétique). Aucun dépassement des seuils réglementaires de concentration en légionelle n'a été constaté avec l'ancienne stratégie de traitement.

L'exploitant doit par conséquent expliquer les raisons de ce changement de stratégie de traitement. Il doit également justifier que la nouvelle stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante sur l'environnement.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de Police de **mettre en demeure** l'exploitant d'expliquer les raisons du changement de stratégie de traitement et de justifier que cette dernière est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante sur l'environnement.

A noter que le plan d'entretien actuel pourrait être modifié avec les conclusions de l'analyse méthodique des risques demandée à la suite des constats du point de contrôle n°1 du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Procédure > 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en

Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

Constats :

L'exploitant a indiqué, par courriel du 16 septembre 2024 avoir arrêté la dispersion dans les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 concernées par le dépassement du seuil des 100 000 UFC/l en Legionella pneumophila dès la réception des résultats provisoires transmises par le laboratoire CERALIM, le 16 septembre 2024.

L'exploitant a ensuite procédé au nettoyage de ces installations.

L'inspection a constaté sur site que les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 étaient à l'arrêt et que leur nettoyage était en cours.

A la suite des premières investigations réalisées en interne, l'exploitant a indiqué suspecter le filtre à sable à partir d'indice visuel sur l'équipement (présence de matière organique visible).

L'exploitant doit donc poursuivre la procédure décrite à l'article 26.II.1 en cas dépassement du seuil de 100 000 UFC/l.

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de police de mettre en demeure l'exploitant :

- de réaliser, **sous un délai d'un mois**, une analyse méthodique des risques pour identifier l'ensemble des causes possible de la prolifération de légionelles (voir point de contrôle n° 1)
- de réaliser, **dès la remise en eau des tours aéroréfrigérantes**, des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 tous les quinze jours pendant une durée de trois mois ;
- d'actualiser, **sous un délai d'un mois**, les plans d'entretien et de surveillance en prenant en compte les recommandations de l'analyse méthodique des risques demandé à la suite des constats du point de contrôle n°1 du présent rapport.
- Transmettre, **sous un délai de 15 jours**, un rapport global d'incident précisant et justifiant l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées à la suite de cet incident ainsi que leur calendrier d'application.
- Réaliser, **sous un délai de 6 mois**, une vérification de l'installation, telle que définie à l'article 26.IV.1 de l'arrêté ministériel susvisé, par un organisme indépendant et compétent (i.e. un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du Code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement) afin de faire attester que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par l'arrêté ministériel du 14/12/2013 sont bien effectives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : voir constat ci-dessus

N° 4 : Actions pour nouvelles installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I.2 b

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention légionellose

Prescription contrôlée :

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir réalisé des analyses mensuelles en Legionella pneumophila depuis la

mise en service des nouvelles TAR le 24 juin 2024.

L'exploitant n'a pas respecté les dispositions réglementaires lui demandant de démontrer l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

Il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de démontrer, dès la remise en eau de l'installation, l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : dès la remise en eau

N° 5 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/09/2024, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Les inspecteurs ont appris au cours de la visite du 23 septembre 2024 qu'un incendie s'était déclaré au niveau des tours aéroréfrigérantes n° 7 et 8 le 20 septembre 2024.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de mettre en demeure l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, un rapport d'incident précisant notamment, les circonstances et les causes de l'incendie, les mesures prises ou envisagées pour éviter la survenue d'un évènement similaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicable
Constats : Les premières causes de l'incendie évoquées par l'exploitant sont des échauffements de câbles électriques au niveau des tours n° 7 et 8. La seconde cause évoquée est une surchauffe des résistances présentes dans les tuyauteries (l'exploitant a découvert la présence de résistance après l'inspection du 23 septembre 2024) L'exploitant a dit que la conformité des installations électriques n'avait pas été vérifiée à la suite des travaux effectués sur les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de mettre en demeure l'exploitant de vérifier la conformité des installations électriques au niveau des tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 et de transmettre les plans des installations électriques de l'ensemble des installations classées sous la rubrique 2921.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2013, article 12 alinea II-b)
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.
Constats : Le plan de l'installation a été transmis par courriel le 2 octobre 2024. Il est constaté que la position du filtre à sable sur le circuit hydraulique des tours n°5 à 8 n'est pas au bon endroit et que l'aimant n'est pas matérialisé. La connexion entre le réseau d'alimentation d'alimentation et le réseau d'évacuation n'est pas matérialisée sur le plan transmis.

De même sur le circuit hydraulique des tours n°1 à 4 le filtre à sable n'est pas matérialisé sur le plan. Les points de prélèvement sur ce circuit ne sont pas identifiés.

Au niveau de l'adoucisseur, il a été constaté en inspection la présence d'un filtre à sable et non traitement magnétique comme l'indique le plan transmis.

Il faut également faire la correspondance entre les tours aéroréfrigérantes n° 5, 6, 7 et 8 avec les tours aéroréfrigérantes 5.1, 5.2, 6.1 et 6.2 présentées sur le plan.

Il est donc nécessaire que l'exploitant mette à jour le plan des circuits hydrauliques de l'ensemble de ses installations classées sous la rubrique 2921.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois